

Statement of the Vice-Chairman

Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions

30 November 2017

Fourth annual progress report on the strategic heritage plan of the United Nations

Office at Geneva

(ACABQ report: A/72/7/Add.25; related Secretary-General's report: A/72/521)

Mr Chairman,

I am pleased to introduce the Advisory Committee's report (A/72/7/Add.25) on the fourth annual progress report on the strategic heritage plan of the United Nations Office at Geneva. I will summarize the Advisory Committee's recommendations on the main proposals in the report.

The Secretary-General requests an additional position of Senior Procurement Officer (P-5) in the Office of Central Support Services at Headquarters, to be funded from within the maximum overall cost approved for the project. Considering the tasks involved in the procurement exercise for the renovation phase of the project and the existing capacity within the project procurement team, the Advisory Committee recommends approval of the position for an initial period of one year.

The Secretary-General proposes to implement a strategy called “smart working”, which is a flexible workplace strategy tailored to the United Nations Office of Geneva. While implementation for building H would be met within the current budget allocation, it is proposed that cooling or ventilation be installed for the Palais buildings, which would exceed the scope of the strategic heritage plan, with costs estimated at CHF 40 to 50 million. The Advisory Committee is not convinced of the necessity of a different name for flexible workplace strategies in UNOG, and expects that implementation of flexible workplace strategies in building H will proceed without delay within the current budget allocation. The Advisory Committee recommends against the proposed installation of cooling or ventilation for the Palais buildings, and the related feasibility study and design work.

With respect to valorization consultancy services, the Advisory Committee recommends approval of the proposal to charge these costs to the project, within the overall maximum approved cost. Regarding the request to use rental income to offset the Member State appropriation related to the repayments of the loan, the Advisory Committee is not in a position to evaluate the budgetary impact of the proposal in the absence of data regarding the financial implications of the proposal on the programme budget.

Finally, Mr Chairman, the Committee reiterates the importance of keeping the project on schedule in order to avoid any potential cost overruns.

Thank you, Mr. Chairman.

Déclaration du Vice-Président

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

30 novembre 2017

**Quatrième rapport d'étape annuel sur le plan stratégique patrimonial de l'Office
des Nations Unies à Genève**

(Rapport du CCQAB : [A/72/7/Add.25](#) ; rapport correspondant du Secrétaire général : [A/72/521](#))

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de présenter le rapport du Comité consultatif sur le quatrième rapport d'étape annuel sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève ([A/72/7/Add.25](#)). Je vais maintenant résumer les recommandations du Comité consultatif sur les principales propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général.

Le Secrétaire général propose la création d'un emploi de temporaire supplémentaire destiné à un spécialiste chargé des achats (P-5), qui serait rattaché au Bureau des services centraux d'appui au Siège. Cet emploi n'entraînerait pas de dépassement du montant global des dépenses approuvé pour l'ensemble du projet. Compte tenu de l'ampleur des tâches qu'implique la procédure d'achats de la phase de rénovation du projet et des capacités actuelles de l'équipe chargée des achats pour le projet, le Comité consultatif recommande l'approbation de cet emploi de temporaire de classe P-5, pour une période initiale d'un an.

Le Secrétaire général propose d'adopter une stratégie dite « smart working », qui n'est autre qu'une stratégie d'organisation souple du travail spécialement adaptée à l'Organisation des Nations Unies à Genève. Alors que la stratégie pourrait être mise en œuvre dans le bâtiment H dans la limite du budget actuellement alloué, il faudrait prévoir l'installation de systèmes de climatisation ou de ventilation dans les bureaux des bâtiments du Palais, ce qui dépasserait le cahier des charges du plan stratégique patrimonial et entraînerait un investissement de l'ordre de 40 à 50 millions de francs suisses. Le Comité consultatif n'est pas convaincu de la nécessité de donner un nom différent à la stratégie de gestion souple de l'espace de travail à l'Office des Nations Unies à Genève et compte que cette stratégie sera mise en œuvre dans le bâtiment H sans délai et dans les limites du budget actuellement alloué à la construction du bâtiment. Le Comité consultatif se prononce contre l'installation de systèmes de climatisation ou de ventilation dans les bâtiments du Palais ainsi que contre la réalisation de l'étude de faisabilité et de l'étude de conception correspondantes.

En ce qui concerne les services de consultants chargés des activités de valorisation, le Comité consultatif recommande que le coût de ces services soit approuvé et imputé sur le budget global maximum approuvé pour le projet. S'agissant de la demande tendant à ce que les revenus locatifs puissent servir au remboursement du prêt et soient déduits des montants mis en recouvrement auprès des États Membres à ce titre, le Comité consultatif n'est pas en mesure d'évaluer l'incidence budgétaire de cette proposition faute de données concernant ses incidences sur le budget-programme.

Enfin, le Comité réaffirme qu'il importe de respecter le calendrier pour éviter tout risque de surcoût.

Je vous remercie, Monsieur le Président.